

Christophe Ventura (CV) : En Egypte, le référendum du 19 mars sur la réforme constitutionnelle a ouvert la voie à l'organisation d'élections législatives qui pourraient se tenir en septembre. Quelle est la situation politique dans le pays ? Faut-il se réjouir de son évolution ?

Samir Amin (SA) : Il faut être clair : les Etats-Unis et la bourgeoisie égyptienne ne vont pas soutenir le mouvement démocratique dans le pays. Au contraire, ils vont tout mettre en oeuvre pour le faire avorter. Ils ne peuvent accepter une Egypte démocratique car elle serait trop dangereuse à leurs yeux. Le mouvement qui s'est amorcé à partir du 25 janvier dans le pays n'est pas à proprement parler révolutionnaire, mais il comporte cependant des avancées révolutionnaires. C'est un mouvement puissant, démocratique, anti-impérialiste et à tendance sociale forte. Il réunit toutes ces dynamiques en même temps.

Les forces principales à l'oeuvre pendant les mois de janvier et de février étaient de gauche. Elles ont démontré qu'elles avaient un écho populaire gigantesque puisqu'elles sont arrivées à entraîner 15 millions de manifestants à travers le pays !

Les jeunes, les communistes, des fractions des classes moyennes démocratiques composent la colonne vertébrale de ce mouvement. Les Frères musulmans et le courant islamiste ne l'ont rejoint que tardivement, et par opportunisme. Ils l'avaient dénoncé au départ, considérant qu'il était voué à l'échec. Mais quand ils ont en vu la force, ils l'ont rejoint.

Maintenant, les choses sont beaucoup plus claires qu'elles ne l'étaient y a quelques semaines. Le bloc réactionnaire est constitué par la direction de l'armée, la bourgeoisie comprador (que représentait le parti de Hosni Moubarak) et les Frères musulmans. Ce bloc est soutenu par les pays du Golfe et les Etats-Unis.

Le référendum a été organisé par ses soins et il proposait des changements sans grande importance. Alors que le mouvement disait « à bas le régime, à bas la Constitution », les électeurs étaient seulement appelés à se prononcer sur de légères modifications de l'actuelle Constitution : neuf amendements élaborés par le Conseil suprême des forces armées égyptiennes. Ces amendements visaient, entre autres, à réduire le mandat présidentiel de six à quatre ans, à limiter à deux le nombre de mandats pour la même personne et à permettre au président de nommer un ou plusieurs vice-présidents dans les soixante jours suivant son investiture.

L'article le plus important est celui qui ouvre la voie à un processus de transition concret : des élections législatives auront lieu dans les six mois, et un comité de cent sages rédigera la future Constitution. Qui en fera partie ? Ce n'est pas clair.

Dans un contexte de faible participation - seuls 41 % des Egyptiens ont pris part à cette consultation - 77 % des électeurs se sont prononcés en faveur de cette réforme constitutionnelle. Qui a voté ? Essentiellement les Frères musulmans. Et ce, avec le soutien des pays du Golfe qui ont massivement financé leur campagne. Près de 23 % des gens ont dit « Non ». Il s'agit d'un « Non » progressiste.

CV : Maintenant, que va-t-il se passer ?

SA : Le modèle politique que souhaitent développer le bloc réactionnaire et les Etats-Unis est le modèle pakistanais. C'est-à-dire une société où l'armée est en retrait, tout en ayant toujours

le dernier mot, et où le gouvernement est occupé par les islamistes. Le gouvernement actuel est en train de prendre les mesures électorales qui leur garantiront la majorité et qui écarteront la gauche du pouvoir. Il faut aussi savoir qu'il développe des politiques fortement antisociales. Une loi antigreve vient d'être votée. Dans cette nouvelle Egypte, les grévistes seront passibles d'un an de prison.

Face à cela, les jeunes, la gauche historique égyptienne et des fractions des classes moyennes qui se sont détachées des perspectives d'un gouvernement islamiste tentent de s'organiser.

Les Etats-Unis veulent répéter ce qui s'est passé aux Philippines en en Indonésie : tout changer pour que rien ne change ! Là-bas, après que des mouvements populaires se sont débarrassés de dictateurs, les Etats-Unis se sont employés à ce que l'essentiel soit préservé, de leur point de vue : garantir la mise en place de gouvernements alignés sur le néolibéralisme et les intérêts de leur politique étrangère. Pour eux, l'Egypte doit impérativement rester dans leur camp.

A court terme, ce plan va malheureusement marcher. Il y aura très probablement une majorité islamiste au prochain Parlement en septembre ou en octobre.

CV : Comment analysez-vous la situation en Libye ?

SA : Les choses sont très différentes dans ce pays. Le bloc réactionnaire n'est pas le même, tout comme les forces qui se battent contre lui. Chaque pays a ses spécificités. On ne peut parler d'un mouvement de revendication démocratique analogue dans tout le monde arabe. D'un pays à l'autre, les forces sont différentes.

Le régime Kadhafi n'est pas défendable. Je l'ai toujours considéré comme un Polichinelle. Khadafi n'a aucune fidélité politique. Il peut passer d'un registre à un autre par pur effet rhétorique, sans problème. Pendant vingt ans, il avait un discours plutôt nationaliste à relent apparent de gauche. Il est vrai qu'à cette époque, cela s'est accompagné d'une redistribution de la rente pétrolière plutôt égalitaire.

Mais à partir du jour où il s'est rallié au libéralisme, il s'est embourbé dans une situation dans laquelle l'usage qu'il pouvait faire de la rente n'était plus le même. Sa redistribution a été accaparée par ses tribus et sa famille, notamment ses fils corrompus. Ont ainsi été jetées les bases des premiers mécontentements sociaux.

Il faut ajouter à cela le fait que le pays n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région entre le Maghreb et le Machrek. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. La Cyrénaïque est historiquement grecque et mystique, puis est devenue machrekine. La Tripolitaine, elle, est maghrébine.

De ce fait, il y a toujours eu une petite base pour des régionalismes dans le pays. Personne ne sait réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de *Benghazi*. Il y a certainement des gens très bien parmi eux, mais il y a aussi les islamistes, et les pires d'entre eux.

CV : Comment jugez-vous l'intervention en cours ?

SA : L'impérialisme se fiche totalement de la démocratie en Libye. Le principe fondamental est que toute intervention militaire des forces occidentales - maintenant de l'Otan - dans les

affaires d'un pays du Sud, sous n'importe quel prétexte (même lorsqu'il est juste), doit être proscrite. Ce n'est pas comme cela qu'on règle les problèmes. Au contraire, on les aggrave. Nous l'avons vu en Irak. D'ailleurs, cette intervention n'est pas populaire dans le monde arabe.

Les Occidentaux installeront des laquais au pouvoir. Peut être prévoiront-ils même une partition du pays. Je suis étonné de voir que la gauche européenne, même radicale, ne parle plus d'impérialisme. On perd de vue l'objectif fondamental de cette intervention : le pétrole. Certes les pays occidentaux le contrôlaient déjà, mais, avec Kadhafi, ils n'étaient jamais sûrs de rien. Ce dernier pouvait faire n'importe quoi, le donner aux Chinois ou aux Indiens par exemple. Ils veulent donc directement avoir la haute main sur lui et mettre en place un régime façon pays du Golfe, à la fois islamique et totalement aligné sur leur politique économique et internationale.

CV : Croyez-vous en l'existence d'un droit international ?

SA : Les conditions ne sont pas réunies pour un tel droit. La « communauté internationale » n'existe pas. Elle se résume à l'ambassadeur des Etats-Unis, puis, dans les trois minutes, à ceux des pays européens lorsqu'ils sont appelés par le premier.

Parler d'un droit international fondé sur le respect des droits élémentaires, c'est raconter une histoire aux enfants. On peut ajouter à cela le phénomène du deux poids deux mesures. Que font les Occidentaux contre les bombardements israéliens en Palestine ?

Le bon positionnement dans la guerre civile en Libye est de ne pas intervenir. Il faut favoriser l'implication des pays de la région. Les Africains et les Arabes doivent être mis devant leurs responsabilités. Il faut des brigades internationales. C'est très différent d'une intervention des Etats, surtout lorsqu'il s'agit de ceux des pays impérialistes. Dans l'immédiat, il faut mettre un terme à l'intervention et laisser les pays de l'Union africaine et de la Ligue arabe forcer une négociation. C'est à eux de régler leurs problèmes.

Partager et imprimer cet article

0Share